



## Bloqueur de puberté – Qui est responsable de la mutilation des enfants ?



**Selon la Journée mondiale de l'enfance du 20 septembre 2022, les enfants doivent être protégés contre les violences physiques, psychologiques ou sexuelles. Le ministère de la Famille encourage désormais les enfants à prendre des bloqueurs de puberté dans le but d'avoir suffisamment de temps pour réfléchir au sexe qu'ils veulent avoir. Mais cette offre du ministère de la « Famille » est-elle vraiment « cool » ?**

Le thème de la Journée mondiale de l'enfance de cette année, le 20 septembre 2022, était « Ensemble pour les droits de l'enfant ». Les enfants ont droit à la protection et aux soins de leurs parents et doivent être protégés contre les violences physiques, psychologiques ou sexuelles.

Mais on peut se demander si le ministère allemand de la Famille prend lui aussi au sérieux la protection et les soins de nos enfants.

Car c'est précisément cet organisme public, qui se nomme ministère de la "Famille", qui encourage les enfants à prendre des bloqueurs de puberté avant la puberté, afin qu'ils aient suffisamment de temps pour réfléchir au sexe qu'ils veulent avoir.

A lire sur le site [regenbogenportal.de](http://regenbogenportal.de) du ministère de la « Famille ». Dans cette émission, nous allons examiner si cette offre du ministère de la Famille est « cool » ou pas « cool ».

### 1. Le blocage de la puberté est un dommage corporel

La Société allemande de médecine sexuelle, de thérapie sexuelle et de sexologie attire surtout l'attention sur l'automatisme statistiquement prouvé selon lequel un traitement par des bloqueurs de puberté, une fois initié chez les enfants, conduit presque toujours à la fin à des mesures chirurgicales. Les bloqueurs de puberté peuvent donc être considérés comme un dommage physique, car ils peuvent entraîner des dommages sur la croissance osseuse et le développement du cerveau, ainsi que des troubles psychologiques et la stérilité.

Jusqu'à présent, les enfants mineurs étaient protégés par la loi en ce sens que certaines décisions, dont ils ne pouvaient pas évaluer la portée à long terme, étaient prises par leurs parents. Dans la loi envisagée de l'autodétermination, les associations de transsexuels et les Verts souhaitent que les enfants, à l'aide de bloqueurs de puberté, puissent changer de sexe et de nom chaque année, sans l'accord de leurs parents.

### 2. De graves effets secondaires liés aux bloqueurs de puberté

Le magazine en ligne canadien The Post Millennial a publié dans un article des informations provenant du Gender Pathway Service (GPS) de l'hôpital pour enfants de London /Ontario. Il est recommandé aux enfants mineurs souffrant de trouble psychique de l'identité de genre, ou dysphorie de genre, d'utiliser des bloqueurs de puberté sans évaluation initiale préalable par des médecins spécialistes. Comme on peut le lire sur le site web du médicament Lupron Depot, ce médicament est autorisé pour le traitement de nombreuses maladies, telles que le cancer de la prostate, l'endométriose ou la puberté précoce. Par contre une utilisation comme bloqueur de puberté n'est pas mentionnée. Certains effets secondaires de ce médicament, qui devrait être administré même aux jeunes enfants, sont l'amincissement des

os, les saignements vaginaux, les convulsions, la dépression et la prise de poids. Ce qui est effrayant, c'est que malgré les effets secondaires graves, ce médicament est également administré à des tout-petits, sans même savoir s'il est efficace. Car sur la notice explicative, on peut lire : « On ne sait pas si Lupron Depot-PED est sûr et efficace chez les enfants de moins de 2 ans » !

### 3. Stérilisation de l'enfant par blocage de la puberté

Chacun a le droit d'être ce qu'il souhaite et personne ne doit l'en empêcher, quelles qu'en soient les conséquences graves à long terme.

Avec cette idéologie à la Fifi Brindacier, chaque médecin, qui conduit un enfant à un traitement précoce avec des bloqueurs de puberté et qui risque ainsi de causer des dommages physiques massifs à l'enfant et de le rendre durablement stérile, est désormais impuni.

En revanche, un médecin est punissable s'il tente d'empêcher l'enfant de prendre des inhibiteurs de puberté, même s'il donne des conseils sans préjuger des résultats.

La Société allemande de médecine sexuelle, de thérapie sexuelle et de sexologie fait remarquer que les bloqueurs de puberté ouvrent très tôt la voie à l'infertilité, par stérilisation ou fausses couches répétées, alors que cela est strictement interdit chez les enfants par d'autres lois. Car aussi bien le paragraphe 2 de la loi sur la castration que le paragraphe 1631c du Code civil allemand interdit aux parents ou à l'enfant de consentir à une stérilisation !

### 4. Les bloqueurs de puberté interdits au Royaume-Uni

La Haute Cour du Royaume-Uni a interdit les bloqueurs de puberté suite à la plainte d'une jeune femme qui avait d'abord choisi de prendre des bloqueurs de puberté à l'adolescence, puis de « changer de sexe », et qui regrette aujourd'hui sa décision. Keira Bell, 23 ans, a déclaré que les bloqueurs de puberté qui lui avaient été prescrits lorsqu'elle était adolescente avaient causé des dommages irréparables à son corps. Lorsqu'elle a pris cette décision à l'adolescence, elle ne pouvait pas prévoir les risques ou les conséquences à long terme. Les juges ont approuvé ce point dans leur décision :

Il est « douteux qu'un enfant de 14 ou 15 ans puisse comprendre et évaluer les risques et les conséquences à long terme de l'administration de bloqueurs de puberté ».

Jugez par vous-même du sérieux avec lequel le ministère allemand de la Famille prend en compte la protection et les soins de nos enfants lorsqu'il encourage les enfants à prendre des bloqueurs de puberté et qu'il oblige quasiment les médecins à les prescrire sur demande. Si vous avez l'impression que le ministère de la Famille ne se soucie pas vraiment du bien-être de la population, prenez vous-mêmes vos responsabilités et diffusez cette émission afin d'éviter de graves dommages.

de tz.

---

### Sources:

#### 1. Pubertätsblocker = Körperverletzung

<https://www.nzz.ch/meinung/transkids-england-macht-eine-beispielhafte-kehrwende-ld.1598408>

---

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#JusticeLegislation - Justice et Legislation - [www.kla.tv/JusticeLegislation](http://www.kla.tv/JusticeLegislation)

#TheorieDuGenre - Théorie du genre - [www.kla.tv/TheorieDuGenre](http://www.kla.tv/TheorieDuGenre)

#DroitsDesEnfants - Droits des enfants - [www.kla.tv/DroitsDesEnfants](http://www.kla.tv/DroitsDesEnfants)

#CommentairesMediatiques - Commentaires médiatiques - [www.kla.tv/CommentairesMediatiques](http://www.kla.tv/CommentairesMediatiques)

#Nihilisme - [www.kla.tv/Nihilisme](http://www.kla.tv/Nihilisme)

#Crimes - [www.kla.tv/Crimes](http://www.kla.tv/Crimes)

#SanteMedecine - Santé et médecine - [www.kla.tv/SanteMedecine](http://www.kla.tv/SanteMedecine)

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)**

---

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!**

**Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)**

---

**Licence:**  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.